

**Saint-Georges-sur-Meuse. — Modification du statut pécuniaire des grades légaux. — Approbation**

Un arrêté du 5 septembre 1989 approuve la délibération du 11 mai 1989, par laquelle le conseil communal de Saint-Georges-sur-Meuse modifie le statut pécuniaire des grades légaux.

**Pepinster. — Statut pécuniaire des grades légaux. — Approbation**

Un arrêté du 5 septembre 1989 approuve la délibération du 5 juin 1989, par laquelle le conseil communal de Pepinster modifie le statut pécuniaire des grades légaux.

**Plombières. — Statut pécuniaire du personnel communal et des grades légaux. — Approbation**

Un arrêté du 7 septembre 1989 approuve les délibérations du 29 mai 1989 par lesquelles le conseil communal de Plombières modifie les statut pécuniaire du personnel communal et le statut pécuniaire des grades légaux.

**Herve. — Expropriation d'extrême urgence. — Autorisation**

Un arrêté du 13 septembre 1989 autorise la ville de Herve à acquérir par la voie de l'expropriation d'extrême urgence les biens cadastrés 1re division, section A, n°s 7 h et 28 k4, situés rue des Martyrs et appartenant aux consorts Defourny.

**AVIS OFFICIELS****SECRETARIAT PERMANENT  
DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT**

Constitution d'une réserve de recrutement d'inspecteurs maritimes (machines), masculins et féminins, d'expression néerlandaise, pour l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure (Ministère des Communications). — AN89052A. — Résultats

A. Examen d'admission à des emplois réservés.  
Pas d'inscription.

B. Le lauréat du concours d'admission au stage.

Van Tendeloo, Erik, Kessel-Lo.

**OFFICIELE BERICHEN****VAST SECRETARIAAT  
VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL**

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke nederlandstalige zeevaartsinspecteurs (machine), voor het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart (Ministerie van Verkeerswezen). — AN89052A. — Uitslagen

A. Toelatingsexamen tot voorbehouden betrekkingen.  
Geen inschrijvingen.

B. De geslaagde kandidaat van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd.  
Van Tendeloo, Erik, Kessel-Lo.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES****Prix de l'énergie électrique en basse tension**

Les paramètres  $N_C$  et  $N_E$  prévus par l'arrêté ministériel du 16 mai 1977 dérogeant aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 novembre 1955 portant réglementation des prix de l'énergie électrique en basse tension et homologuant des tarifs généraux comprenant un terme fixe, sont pour le mois de septembre 1989 fixés respectivement aux valeurs ci-après :

$$\begin{aligned} N_C &= 1,1841 \\ N_E &= 1,0600 \end{aligned}$$

**MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN****Prijzen van de elektrische laagspanningsenergie**

De parameters  $N_C$  en  $N_E$  bepaald bij het ministerieel besluit van 16 mei 1977 tot afwijking van de bepalingen van het ministerieel besluit van 5 november 1955 houdende reglementering der prijzen van de elektrische laagspanningsenergie en tot bekraftiging van algemene tarieven met een vaste term, worden voor de maand september 1989 onderscheidenlijk op de volgende waarden vastgesteld :

$$\begin{aligned} N_C &= 1,1841 \\ N_E &= 1,0600 \end{aligned}$$

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE****3 OCTOBRE 1989. — Circulaire POL 34. — Statut pécuniaire de certains commissaires adjoints et commissaires adjoints-inspecteurs de police**

A Messieurs les Gouverneurs de province.  
Monsieur le Gouverneur,

J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'au point 3, alinéa 2, de la circulaire POL 25 du 6 décembre 1986 relative aux modifications à apporter à la circulaire du 18 janvier 1974 concernant le statut pécuniaire des officiers de la police urbaine, les mots « à partir de la classe 18 » sont à remplacer par les mots « à partir de la classe 15 ».

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN OPENBAAR AMBT****3 OKTOBER 1989. — Omzendbrief POL 34. — De bezoldigingsregeling van sommige adjunct-commissarissen en adjunct-commissaris-inspecteur van politie**

Aan de Heren Provinciegouverneurs.  
Mijnheer de Gouverneur,

Ik heb de eer U mede te delen dat in punt 3, tweede lid, van de omzendbrief POL 25 van 6 december 1986 inzake de wijzigingen aan te brengen aan de omzendbrief van 18 januari 1974 betreffende de bezoldigingsregeling van de officieren van de stedelijke politie, de woorden « vanaf klasse 18 » dienen vervangen te worden door de woorden « vanaf klasse 15 ».

C'est ainsi que le supplément de traitement dont question dans la circulaire POL 25 peut être attribué dans les communes à partir de la classe 15 là où le service de police prévoit, ou bien un service permanent d'intervention, ou bien, en application de l'article 222 de la nouvelle loi communale, en collaboration avec d'autres corps de police, un service permanent d'intervention 24 heures sur 24 pendant toute l'année.

Par ailleurs, je vous informe que dans les communes de la classe 18 où est assuré un service permanent d'intervention 24 heures sur 24, l'échelle de traitements de commissaire adjoint-inspecteur peut être assimilée à celle de commissaire adjoint-inspecteur dans les communes des classes 19 à 22 y compris, à savoir minimum 298 874 F — maximum 509 754 F (au 1er juillet 1974 à 100 %). Pour autant toutefois qu'il n'existe pas dans les communes de classe 18 de service permanent d'intervention, le traitement de commissaire adjoint-inspecteur reste fixé dans ces communes à : minimum 298 874 F — maximum 476 046 F (au 1er juillet 1974 à 100 %).

Enfin, il importe de veiller à ce que, pour les communes des classes 17 et en-dessous, l'emploi de commissaire adjoint-inspecteur ne soit pas créé et, d'autre part, à ce qu'il soit supprimé, là où il existe à l'heure actuelle. Les titulaires actuels conservent en tout état de cause leur rémunération à titre personnel et peuvent continuer à porter leur grade.

Cette circulaire peut recevoir exécution à partir du 1er janvier 1989 pour autant que toutes les conditions posées pour l'attribution de ce complément de traitement soient remplies à cette date.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de faire publier la présente circulaire dans le prochain numéro du Mémorial administratif.

Bruxelles, le 3 octobre 1989.

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. Tobback.

## MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

### L'emploi des peintures à base de céruse et autres pigments blancs de plomb

L'emploi de céruse et de pigments blancs de plomb est depuis longtemps soumis à des limitations (loi du 30 mars 1926).

L'utilisation de ces substances dans les peintures est maintenant marginale étant donné que l'on dispose de pigments techniquement supérieurs qui, en outre, posent moins de problèmes, tant en matière d'hygiène du travail que d'environnement.

L'emploi de peinture contenant du plomb ne présente pas seulement des risques lors de la préparation et de l'emploi, mais également par la suite : les surfaces traitées restent des sources d'émission potentielle de plomb et sont ainsi une source de risques pour la santé des travailleurs et pour l'environnement.

Jusqu'à présent, l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail a délivré des autorisations pour l'achat de céruse et d'autres pigments blancs de plomb. Ces peintures continuent, malgré l'existence de meilleures alternatives, d'être utilisées, en partie par habitude, en partie parce que quelques cahiers des charges de services publics imposent toujours l'emploi de peinture contenant de la céruse.

Vu ces considérations, il me semble approprié de mettre fin à l'emploi de peinture contenant de la céruse, tant pour des raisons d'hygiène du travail que de protection de l'environnement.

Par le présent avis, les administrations publiques sont invitées à adapter leurs cahiers des charges afin que l'emploi de la céruse ne soit plus prescrit.

Six mois après la parution du présent avis au *Moniteur belge*, l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail n'accordera plus d'autorisations pour l'achat de céruse et d'autres pigments blancs de plomb et ceci sur base de l'article 148decies, 1, du Règlement général pour la protection du travail qui prescrit l'emploi des produits les moins nocifs pour la santé des travailleurs.

Le Règlement général pour la protection du travail sera, après avis du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, modifié dans le but d'interdire l'emploi de peintures contenant de la céruse et d'autres pigments blancs de plomb.

(La presse écrite est invitée à reproduire le présent avis.)

Aldus kan het bij omzendbrief POL 25 bedoelde weddesupplement toegekend worden in de gemeenten vanaf klasse 15, waar het politiekorps hetzij een permanente interventiedienst, hetzij in toepassing van artikel 222 van de nieuwe gemeentewet, in samenwerkingsverband met andere politiekorpsen een permanente interventiedienst van 24 uur op 24 uur tijdens het ganse jaar verzekert.

Anderzijds laat ik U weten dat in de gemeenten van klasse 18 waar een permanente interventiedienst van 24 uren op 24 wordt verzekerd, de weddeschaal van de adjunct-commissaris-inspecteur mag gelijkgesteld worden met de weddeschaal van de adjunct-commissaris-inspecteur in de gemeenten van klasse 19 tot en met 22, te weten minimum 298 874 F — maximum 509 754 F (per 1 juli 1974 à 100 %). Voor zover echter in de gemeenten van klasse 18 geen permanente interventiedienst bestaat, blijft de wedde van de adjunct-commissaris-inspecteur in de desbetreffende gemeenten vastgesteld op : minimum 298 874 F — maximum 476 046 F (per 1 juli 1974 à 100 %).

Ten slotte dient erop toegezien te worden dat, voor wat betreft de gemeenten van klasse 17 en lager, de betrekking van adjunct-commissaris-inspecteur niet wordt opgericht en anderzijds wordt afgeschaft, waar zij thans mocht voorkomen. Wel te verstaan behouden de huidige titularissen hun bezoldiging ten persoonlijken titel en mogen zij hun graad blijven voeren.

Aan deze omzendbrief mag uitwerking gegeven worden met ingang van 1 januari 1989 voor zover alle gestelde voorwaarden tot toekenning van het weddecomplement vervuld waren op die datum.

U gelieve, Mijnheer de Gouverneur, onderhavige omzendbrief in het eerstvolgende nummer van het provincieblad te doen opnemen.

Brussel, 3 oktober 1989.

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. Tobback.

## MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

### Het gebruik van verven op basis van loodwit en ander witte loodhoudende pigmenten

Het gebruik van loodwit en witte loodhoudende pigmenten is reeds lang aan beperkingen onderworpen (wet van 30 maart 1926).

De toepassing van deze stoffen in verven is heden ten dage marginal door de beschikbaarheid van technisch superieure pigmenten die bovendien zowel op het gebied van de arbeids- als de milieugiene veel minder problemen stellen.

Het gebruik van loodhoudende verf houdt immers niet alleen risico's in tijdens de bereiding en bij het gebruik, maar ook achteraf : de behandeld oppervlakten blijven potentiele loodernisziekten en vormen aldus een risicobron voor de gezondheid van de werknemers en voor het leefmilieu.

Tot nu toe worden de Administratie voor Arbeidshygiëne en -geneeskunde nog steeds aankoopvergunningen afgeleverd voor loodwit en andere witte loodhoudende pigmenten. Deze verven worden, ondanks het voorhanden zijn van betere alternatieven, nog gebruikt, deels uit gewoonte, deels omdat sommige lastenboeken van openbare besturen nog steeds het gebruik van witte loodhoudende verf voorschrijven.

Gelet op het voorgaande lijkt het aangewezen een einde te stellen aan het gebruik van witte loodhoudende verf en dit zowel om arbeidshygiënische als milieuhygienische redenen.

De openbare besturen worden met dit bericht aangemaand hun lastenboeken aan te passen zodanig dat het gebruik van witte loodhoudende verf niet meer voorgeschreven wordt.

De Administratie van de Arbeidshygiëne en -geneeskunde zal vanaf zes maanden na het verschijnen van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad* geen aankoopvergunningen voor loodwit en andere witte loodpigmenten voor verf meer afleveren en dit op basis van artikel 148decies, 1, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming dat het gebruik van de voor de gezondheid van de werknemers minst schadelijke produkten voorschrijft.

Het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming zal na advies van de Hoge Raad voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen aangepast worden in de zin dat het gebruik van verven met loodwit en andere witte loodhoudende pigmenten verboden wordt.

(De geschreven pers wordt verzocht dit bericht over te nemen.)